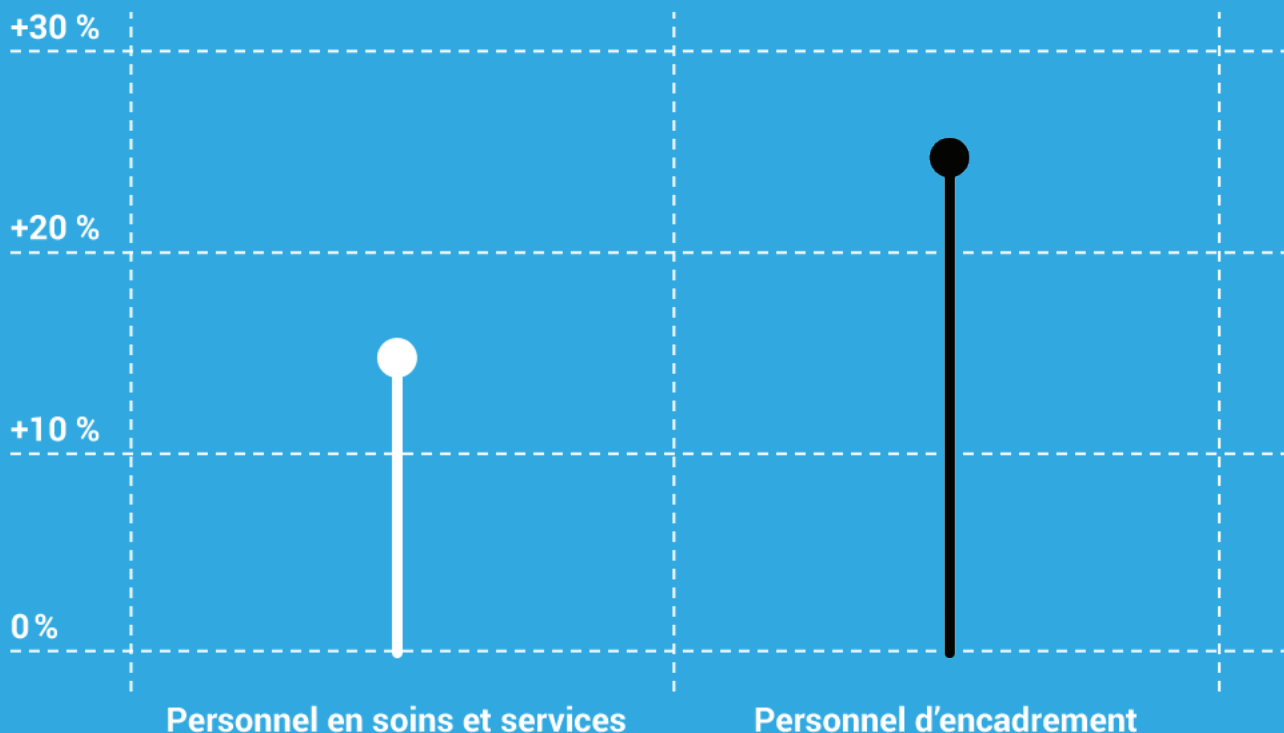




Contre les attaques à notre autonomie professionnelle

**FRONT
COMMUN
2015**

Le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, désire parler de productivité du secteur public? Alors, parlons-en! Au cours des dernières années, le nombre de cadres du réseau de la santé a cru deux fois plus rapidement que le nombre de salariés. Dans le réseau de l'éducation, on constate que les gestionnaires ont augmenté quatre fois plus rapidement que le personnel enseignant. Dans la fonction publique, on remarque que la plupart des comptoirs de service et les contacts directs avec les citoyens ont été réduits, voire complètement annulés, pendant que le nombre de cadres ne cesse d'augmenter.



Évolution des effectifs du réseau de la santé et des services sociaux (en équivalent temps complet), de 2004 à 2012. Le nombre de cadres a cru presque deux fois plus rapidement que le nombre de salariés.

Cette explosion du nombre de cadres s'est accompagnée de profondes transformations des pratiques managériales dans nos réseaux, notamment par la multiplication des modes de reddition de comptes et des contrôles administratifs du travail effectué par les personnes salariées. Celles-ci doivent maintenant consacrer une part de plus en plus grande de leur temps de travail à remplir rapports et statistiques de leurs interventions, à l'attention d'un nombre croissant de gestionnaires. Autant d'heures de travail qui ne sont pas consacrées à donner des services directs à la population.

Il n'est pas souhaitable qu'une travailleuse sociale passe jusqu'à 30% de son temps à remplir des statistiques de ses interventions et des rapports à ses supérieurs. En éducation, la volonté d'implanter un programme d'assurance qualité pourrait avoir un impact important sur l'autonomie des enseignants en imposant des exigences d'uniformisation qui menacent la richesse et la diversité des approches pédagogiques. Dans les ministères à vocation sociale, l'introduction d'indicateurs quantitatifs comme seule mesure de la performance déforme grandement la mission de l'État et empêche les fonctionnaires de trouver la meilleure solution aux besoins des citoyens.

En adoptant la doctrine
de la nouvelle gestion publique,
ou *new public management*, les gestionnaires
de nos réseaux ont importé des pratiques
de gestion issues du secteur privé
qui sont mal avisées et coûteuses
pour les contribuables.

En adoptant la doctrine de la nouvelle gestion publique, ou *new public management*, les gestionnaires de nos réseaux ont importé des pratiques de gestion issues du secteur privé qui sont mal avisées et qui sont coûteuses pour les contribuables. De plus, ces pratiques menacent directement l'autonomie professionnelle de nos membres.

Qu'on laisse les personnes salariées de l'État faire ce pour quoi elles sont payées : donner des services à la population. Il est grand temps qu'on redonne à nos équipes de travail l'autonomie professionnelle dont elles ont besoin.

FRONT COMMUN 2015

FRONTCOMMUN.ORG

